

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 25/07/1.3**

**SEANCE DU 22 JUILLET 2025**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 22 JUILLET à 17 HEURES 30**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTES(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Ombeline LOMPPE, Benoît ADET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTES :**

Florence GARRONE représentée par M. le Maire  
Valérie MASSENET représentée par Christine DEL NERO  
Julien ROCCHIA représenté par Dominique RIGHI  
Anaïs HATRET représentée par Nicole BERNARDINI

**Secrétaire de séance** : Benoît ADET

**VOTE :**

**UNANIMITE** : OUI

**ABSTENTION(S)** :

**POUR** :

**CONTRE(S)** :

**BLANC(S) et NUL(S)** :

**OBJET : Marché de création d'un Musée de la Clef et de la Serrure**

**- Avenant n°1 au lot 9 « Électricité » confié à la société LGE ENERGIES**

**- Avenant n°1 au lot 10 « Chauffage - Plomberie » confié à la société TNT PACA**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune d'Ollioules a délégué à la société Var Aménagement Développement (VAD) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte, la création du Musée de la Clef et de la Serrure à Ollioules.

Le recours à deux avenants apparaît comme nécessaire à la bonne continuité et réalisation de l'ouvrage.



**I - CONCERNANT AVENANT N°1 AU LOT 9 « ELECTRICITÉ CFO / CFA » DU MARCHÉ DE TRAVAUX N°243748, PORTANT SUR LA DEMOLITION ET LA CRÉATION D'UN MUSÉE DE LA CLEF ET DE LA SERRURE À OLLIOULES**

Des malfaçons ont été constatées dans l'exécution du plancher du niveau 1, le bureau de contrôle a prescrit la mise en œuvre de renforts métalliques de type IPE et HEA afin d'assurer la conformité structurelle de l'ouvrage.

Cette intervention a nécessité l'adaptation de plusieurs installations techniques déjà réalisées par LGE et engendre une plus-value à son marché correspondant à des :

- Travaux de dépose,
- Modification et réinstallation afin de permettre la mise en place des structures métalliques

**Montant de l'avenant joint en annexe, conformément au devis référence PR2502-1505 du 27/02/2025 :**

1 879,20 € HT soit 2 255,04 € TTC

**Incidence financière sur le montant initial du marché :**

Le présent avenant 1 a une incidence financière sur le montant initial du marché, faisant apparaître une augmentation de 2,70%, justifiée comme suit :

Montant du Marché initial : 69 720,58 €  
Montant de l'Avenant 1 : 1 879,20 € soit + 2,70 %  
**Montant total HT après Avenant 1 : 71 599,78 €**

TVA 20 % : 14 319,96 €  
**Montant total TTC après Avenant 1 : 85 919,74 €**

**Délais :**

La notification du présent avenant ne modifie pas le délai prévisionnel d'exécution. Il reste conforme au marché initial.

**II – CONCERNANT AVENANT N°1 AU LOT 10 « CHAUFFAGE –CVC - PLOMBERIE » DU MARCHÉ DE TRAVAUX N°243749, PORTANT SUR LA DÉMOLITION ET LA CRÉATION D'UN MUSÉE DE LA CLEF ET DE LA SERRURE À OLLIOULES**

Des malfaçons ont été constatées dans l'exécution du plancher du niveau 1, le bureau de contrôle a prescrit la mise en œuvre de renforts métalliques de type IPE et HEA afin d'assurer la conformité structurelle de l'ouvrage.

Cette intervention a nécessité l'adaptation de plusieurs installations techniques déjà réalisées par l'entreprise TNT PACA pour, notamment, libérer les zones d'implantation des renforts.

Cette intervention engendre une plus-value à son marché correspondant à des travaux modificatifs suite à la pose de renforts de structure en IPE 180.



**Montant de l'avenant joint en annexe, conformément au devis référence PR2502-1505 du 27/02/2025 :**

Montant de l'Avenant 1 : 859,00 € HT soit 1 030,80 € TTC

**Incidence financière sur le montant initial du marché :**

Le présent avenant 1 a une incidence financière sur le montant initial du marché, faisant apparaître une augmentation de 3,26%, justifiée comme suit :

Montant du Marché initial : **26 380,00 €**  
Montant de l'Avenant 1 : **859,00 € soit + 3,26 %**  
**Montant total HT après Avenant 1 : 27 239,00 €**

TVA 20 % : **5 447,80 €**  
**Montant total TTC après Avenant 1 : 32 686,80 €**

**Délais :**

La notification du présent avenant ne modifie pas le délai prévisionnel d'exécution. Il reste conforme au marché initial.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée délibérante :

- d'approuver la signature des avenants proposés.

L'ASSEMBLEE,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1 – APPROUVE la signature des avenants suivants :

- Avenant n°1 au lot 9 « Electricité CFO / CFA » du marché de travaux n°243748, portant sur la démolition et la création d'un Musée de la Clef et de la Serrure à Ollioules confié à LGE ENERGIES.

- Avenant n°1 au lot 10 « Chauffage –CVC - Plomberie » du marché de travaux n°243749, portant sur la démolition et la création d'un Musée de la Clef et de la Serrure à Ollioules confié à TNT PACA.

2 – AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à ces avenants.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire  
de séance**





## **AVENANT N° 1**

### **AU MARCHÉ DE TRAVAUX DU LOT 9 - ELECTRICITE CFO / CFA ENTREPRISE LGE ENERGIES PORTANT SUR LA DEMOLITION ET LA CREATION D'UN MUSEE DES SERRURES ET DES CLEFS A OLLIOULES**

#### **VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT**

**Au nom et pour le compte de la Commune d'OLLIOULES**

Tour Albatros – Avenue d'Entrecasteaux

BP 1406

83056 TOULON CEDEX

**Représentée par** Monsieur Jérôme CHABERT, Directeur Général,

**d'une part,**

**et,**

#### **La SARL LGE ENERGIES**

Domiciliée

1523 avenue de Draguignan

83130 LA GARDE

**Représentée par** Monsieur Ludovic GENAIS, Gérant,  
Dûment habilité à cet effet,

**d'autre part,**

**Marché n° 24.3748**

-----

**Date de notification du marché :**

**21 mars 2024**

**Montant H.T. du marché initial du maître d'œuvre :**

**69 720,58 € HT**

**Montant H.T. de l'avenant n° 1**

**1 879,20 € HT**

**Montant du marché de l'entreprise après avenant n° 1 :**

**71 599,78 € HT € HT**



Var Aménagement Développement, au nom et pour le compte de la Commune d'OLLIOULES, a notifié, en date du 21 mars 2024, à la SARL LGE ENERGIES, le marché de travaux n° 24.3748 - Lot 9 "Electricité courants forts et courants faibles" portant sur la création d'un Musée des serrures et des clefs à OLLIOULES, par ordre de service n° 24.262.

Il est donc arrêté et convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT AVENANT**

Des malfaçons ont été constatées dans l'exécution du plancher du niveau, le bureau de contrôle a prescrit la mise en œuvre de renforts métalliques de type IPE et HEA afin d'assurer la conformité structurelle de l'ouvrage.

Cette intervention a nécessité l'adaptation de plusieurs installations techniques déjà réalisées par LGE et engendre une plus-value à son marché correspondant à :

- Travaux de dépose, modification et réinstallation pour permettre la mise en place des structures métalliques

Le présent Avenant 1 contractualise la plus-value correspondante.

## **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT 1**

Montant de l'Avenant 1 : **1 879,20 € HT soit 2 255,04 € TTC**

Conformément au devis référence PR2502-1505 du 27/02/2025 joint en annexe.

## **ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHE APRES AVENANT 1**

Le présent Avenant 3 modifie le montant du Marché initial :

Montant du Marché initial .....	69 720,58 €
<b>Montant de l'Avenant 1 .....</b>	<b><u>1 879,20 €</u></b>
Montant total HT après Avenants 1 .....	71 599,78 €
TVA 20 % .....	<u>14 319,96 €</u>
Montant total TTC après Avenants 1 .....	85 919,74 €

*Soit en lettres : Quatre-vingt-cinq mille neuf cent dix-neuf euros et soixante-quatorze centimes toutes taxes comprises.*

Le présent Avenant 1 représente une augmentation de 2,70 % par rapport au Marché initial.

## **ARTICLE 4 – DELAIS**

La notification du présent avenant ne modifie pas le délai prévisionnel d'exécution. Il reste conforme au marché initial.



## **ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHE**

Toutes les clauses et conditions du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent avenant n° 1, lesquelles prévalent en cas de différence.

## **ARTICLE 6 – CLAUSE DE RENONCEMENT AUX RECOURS**

Le présent avenant est réputé régler la totalité des problèmes résultant des modifications connues au jour de sa signature. Aussi, les parties renoncent à tout recours contentieux concernant de près ou de loin ces nouvelles dispositions.

## **ARTICLE 7 – PRISE D'EFFET**

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Fait en un seul exemplaire original,

À Toulon, le .....

*Mention manuscrite « lu et approuvé »*

**Le mandataire du groupement  
de Maîtrise d'œuvre :**

**SARL LGE ENERGIES**  
(Signature et cachet de la société)

**Le Maître d'Ouvrage dûment habilité  
en date du 25/06/2025**

**VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT**

**Ludovic GENAIS**  
**Gérant**

**Jérôme CHABERT**  
**Directeur Général**

**PJ : devis PR2506-1629**





Date de proposition : 25/06/2025  
Date de fin de validité : 10/07/2025  
Code client : CL01207

Émetteur

Adressé à

**LGE ENERGIES**  
1523 Avenue de Draguignan  
83130 LA GARDE  
  
Tél.: 04 94 58 76 44  
Email: [contact@lge-energies.fr](mailto:contact@lge-energies.fr)

**VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**  
L'Albatros - Avenue Entrecasteaux - BP 1406  
83056 TOULON Cedex

Montants exprimés en Euros

Désignation	TVA	P.U. HT	Qté	Total HT
<b>AVENANT 1 GFC</b>				
Reprise de la fixation de l'ensemble des câbles allant jusqu'au TGBT suite à l'intervention de GFC pour la mise en place des IPN de soutien de planché.	20%	626,40	1	626,40
Remplacement du câble d'alimentation générale et des gaines d'alimentation fibre optique sectionnées suite à la mise en place des IPN.	20%	1 252,80	1	1 252,80

**Règlement TTC par chèque à l'ordre de LGE ENERGIES envoyé à**  
1523 Avenue de Draguignan  
83130 LA GARDE

Total HT	1 879,20
Total TVA 20%	375,84
<b>Total TTC</b>	<b>2 255,04</b>

**Règlement par virement sur le compte bancaire suivant:**  
Banque: CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé
18315	10000	08002139379	34

Adresse: CAISSE D'EPARGNE HYERES VILLE  
15 AVENUE GAMBETTA  
83400 HYERES  
Nom du propriétaire du compte: SARL LGE ENERGIES  
**Code IBAN: FR76 1831 5100 0008 0021 3937 934**  
**Code BIC/SWIFT: CEPAPRPP831**

Cachet, Date, Signature et mention "Bon pour Accord"

## **AVENANT N° 1**

# **I MARCHE DE TRAVAUX DU LOT 10 - CHAUFFAGE - CVC - PLOMBERIE ENTREPRISE TNT PACA PORTANT SUR LA DEMOLITION ET LA CREATION D'UN MUSEE DES SERRURES ET DES CLEFS A OLLIOULES**

### **VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT**

**Au nom et pour le compte de la Commune d'OLLIOULES**

Tour Albatros – Avenue d'Entrecasteaux

BP 1406

83056 TOULON CEDEX

**Représentée par** Monsieur Jérôme CHABERT, Directeur Général,

**d'une part,**

**et,**

### **La Société TNT PACA**

Domiciliée

ZI Toulon Est - 39, rue Marcellin Berthelot

BP 70115 - La Garde

83079 TOULON CEDEX 9

**Représentée par** Monsieur Richard PALO, Président,  
Dûment habilité à cet effet,

**d'autre part,**

**Marché n° 24.3749**

-----

**Date de notification du marché :**

**21 mars 2024**

**Montant H.T. du marché initial du maître d'œuvre :**

**26 380,00 € HT**

**Montant H.T. de l'avenant n° 1**

**859,00 € HT**

**Montant du marché de l'entreprise après avenant n° 1 :**

**27 239,00 € HT € HT**





Var Aménagement Développement, au nom et pour le compte de la Commune d'OLLIOULES, a notifié, en date du 21 mars 2024, à la Société TNT PACA, le marché de travaux n° 24.3749 - Lot 10 "Chauffage - CVC - Plomberie" portant sur la création d'un Musée des serrures et des clefs à OLLIOULES, par ordre de service n° 24.263.

Il est donc arrêté et convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT AVENANT**

Des malfaçons ont été constatées dans l'exécution du plancher du niveau 1, le bureau de contrôle a prescrit la mise en œuvre de renforts métalliques de type IPE et HEA afin d'assurer la conformité structurelle de l'ouvrage.

Cette intervention a nécessité l'adaptation de plusieurs installations techniques déjà réalisées par l'entreprise TNT PACA pour, notamment, libérer les zones d'implantation des renforts. Cette intervention engendre une plus-value à son marché correspondant à :

- Travaux modificatifs suite à la pose de renforts de structure en IPE 180

Le présent Avenant 1 contractualise la plus-value correspondante.

## **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT 1**

Montant de l'Avenant 1 : **859,00 € HT soit 1 030,80 € TTC**

Conformément au devis référence n° D24-485 du 13/12/2024 joint en annexe.

## **ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHE APRES AVENANT 1**

Le présent Avenant 3 modifie le montant du Marché initial :

Montant du Marché initial .....	26 380,00 €
<b>Montant de l'Avenant 1 .....</b>	<b><u>859,00 €</u></b>
Montant total HT après Avenants 1.....	27 239,00 €
TVA 20 % .....	<u>5 447,80 €</u>
Montant total TTC après Avenants 1.....	32 686,80 €

*Soit en lettres : Trente-deux mille six cent quatre-vingt-six euros et quatre-vingts centimes toutes taxes comprises.*

Le présent Avenant 1 représente une augmentation de 3,26 % par rapport au Marché initial.

## **ARTICLE 4 – DELAIS**

La notification du présent avenant ne modifie pas le délai prévisionnel d'exécution. Il reste conforme au marché initial.

## **ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHE**

Toutes les clauses et conditions du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent avenant n° 1, lesquelles prévalent en cas de différence.

## **ARTICLE 6 – CLAUSE DE RENONCEMENT AUX RECOURS**

Le présent avenant est réputé régler la totalité des problèmes résultant des modifications connues au jour de sa signature. Aussi, les parties renoncent à tout recours contentieux concernant de près ou de loin ces nouvelles dispositions.

## **ARTICLE 7 – PRISE D'EFFET**

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Fait en un seul exemplaire original,

À Toulon, le .....

*Mention manuscrite « lu et approuvé »*

**Le mandataire du groupement  
de Maîtrise d'œuvre :**

**Société TNT PACA**  
(Signature et cachet de la société)

**Le Maître d'Ouvrage dûment habilité  
en date du 25/06/2025**

**VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT**

**Richard PALO**  
**Président**

**Jérôme CHABERT**  
**Directeur Général**

**PJ : devis D24-485**





# TNT PACA

## GÉNIE CLIMATIQUE & ÉNERGÉTIQUE

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025 page 1 sur 2  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_1\_3-DE

Devis N° : D24-485A

Date : 01.07.2025

N° Client : 0507

### Adresse de livraison

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT  
Opération N°624 Réhabilitation d'un Bâtiment aux fins de  
création d'un Musée des Serrures et des clés  
114 avenue Barthélémy Dagnan  
83190 Ollioules

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT

Au nom et pour le compte de la Mairie

d'OLLIOULES

AVENUE D'ENTRECASTEAUX

L'ALBATROS

BP 1406

83056 TOULON CEDEX

### VOS RÉFÉRENCES

SIREN : 329152763

Numéro de TVA européen : FR47329152763

### Reference :

**Description :** Travaux modificatif suite a la pose de renforts de structure en IPE 180

### Préambule :

Modification des réseaux d'évacuation et alimentation en eau pour permettre la pose des IPE 180

Poste	Description	Quantité	Prix unitaire	Montant	TVA
	Ensemble matériel pour modification	1,000 ens	89,00	89,00	1
	MO pour modification	1,000 ens	770,00	770,00	1
Taxes		Base	Montant	Total (hors taxes) :	859,00 €
1 - T.V.A. 20%		859,00	171,80	Taxes :	171,80 €
				Total :	1 030,80 €
Conditions de paiement					
30 jours nets					

Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces  
taux sera répercutée sur les prix. OFFRE VALABLE 30 JOURS.

NB : Les travaux ne pourront être entrepris qu'après retour de ce devis accepté et signé ou d'un bon de  
commande de travaux.

**Le client déclare avoir pris connaissance et accepté les termes et conditions  
générales d'intervention figurant sur page 2.**

**BON POUR ACCORD LE**

**CACHET & SIGNATURE CLIENT**

« TNT PACA » est le nom commercial de la Société BAOU

SAS au capital de 50.000 Euros • RCS TOULON 441 322 385 • APE 4322B

ZI TOULON-EST • 39 RUE MARCELLIN BERTHELOT • BP 70115 LA GARDE • 83079 TOULON CEDEX 9

04 94 94 39 94 • [tnt-paca@baou.fr](mailto:tnt-paca@baou.fr) • N°TVA FR 05 441 322 385

ASSURANCE PROFESSIONNELLE: L'AUXILIAIRE, 50 COURS FRANKLIN ROOSEVELT 69006 LYON

Certificat n° 82221



Publié le: 24/07/2025 17:08 (Europe/Paris)

Collectivité : Ollioules

[https://www.intramuros.org/ollioules/documents\\_administratifs/36447](https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/36447)





# TNT PACA

## GÉNIE CLIMATIQUE & ÉNERGÉTIQUE

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025 page 2 sur 2

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_1\_3-DE

### CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION (MISE À JOUR LE 21 NOVEMBRE 2022)

#### 1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

1.1 Les présentes conditions ont pour objet de préciser les clauses générales d'exécution et de règlement applicables aux travaux de l'entreprise.

1.2 La norme (NF) P 03-001 octobre 2017 « Cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés » est applicable sauf dérogations dans les présentes conditions générales.

1.3 Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions générales qui pourraient leur être opposées.

1.4 L'entreprise peut sous-traiter tout ou partie de son marché.

#### 2. CONCLUSION DU MARCHÉ

2.1 Sauf mention contraire dans les conditions particulières, la durée de validité de l'offre de l'entreprise est d'un mois à compter de sa date d'établissement. Au-delà de cette période, l'entreprise n'est plus tenue par les termes de son offre. Les devis réalisés par l'entreprise sont gratuits, sauf indication contraire sur ces derniers.

2.2 La commande est définitive lors du retour d'un exemplaire de l'offre non modifiée signée par le maître de l'ouvrage et accompagnée de l'acompte tel que prévu à l'article 8.1 des présentes conditions générales.

2.3 Le maître de l'ouvrage indique, avant conclusion du marché, à l'entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception s'il entend demander un prêt pour payer en totalité ou en partie les travaux, faute de quoi, il est réputé ne pas emprunter et perdre le bénéfice des dispositions du Code de la consommation sur le crédit immobilier et le crédit à la consommation.

#### 3. CONDITION D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

3.1 L'entreprise est assurée pour la couverture de risques mettant en jeu sa responsabilité. Les prestations sont réalisées dans le respect des règles de l'art et conformément aux DTU applicables.

3.2 Le délai de réalisation des travaux est prévu aux conditions particulières. Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la réception par l'entreprise de l'acompte à la commande/de l'obtention des autorisations d'urbanisme/de l'acceptation du crédit.

3.3 Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas suivants: intempéries telles que définies par le Code du travail et rendant impossible toute exécution des travaux convenus, cas de force majeure, travaux supplémentaires ou imprévus, retard du fait du maître de l'ouvrage ou non-exécution de ses obligations par le maître de l'ouvrage ou un tiers mandaté par ce dernier.

3.4 L'eau, l'électricité, les accès, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux.

#### 4. RÉMUNÉRATION DE L'ENTREPRENEUR

4.1 Sauf stipulations contraires, les travaux prévus à la présente offre sont toujours estimatifs et ne sauraient être considérés comme définitifs, sauf condition particulière contraire.

4.2 La facturation définitive correspondra au montant du décompte définitif établi par l'entreprise prenant en compte les travaux réellement exécutés, y compris les éventuels travaux supplémentaires.

4.3 Les prix seront révisés mensuellement à la date de réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de règlement (mois m) par application du coefficient de variation de l'indice « BT01 », ou par application d'une formule définie aux conditions particulières. L'indice initial est celui connu à la date de remise de l'offre ; l'indice du mois de révision sera pris avec le même décalage.

4.4 Compte tenu de la situation exceptionnelle touchant au surcoût et à la pénurie des matériaux au niveau international, certains prix unitaires sont susceptibles de subir des variations par rapport aux prix figurant dans la commande.

Dès lors, le maître d'ouvrage accepte expressément, par la signature de la commande, que le prix desdits postes soit réévalué en fonction de l'augmentation constatée entre la conclusion de la commande et le prix effectivement pratiqué par les fournisseurs de matériaux au jour de la livraison.

#### 5. TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES, URGENTS OU IMPRÉVISIBLES

5.1 Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires ; ils donneront lieu avant leur exécution à la signature d'un avenant mentionnant notamment le prix de ces nouveaux travaux et le nouveau délai d'exécution, le cas échéant.

5.2 L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître de l'ouvrage.

#### 6. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

6.1 Des locaux décents à usage de vestiaires, réfectoire et WC devront être mis à la disposition du personnel de l'entreprise par les soins du maître de l'ouvrage en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux. Le chantier devra être équipé d'un branchement d'eau potable et d'une arrivée de courant. En cas d'impossibilité ou d'insuffisance, les installations nécessaires seront facturées au maître de l'ouvrage.

6.2 L'entrepreneur ne peut être tenu d'effectuer des travaux dont l'exécution présenterait un caractère dangereux, sans que soient mis en place les systèmes de prévention réglementaires.

#### 7. RÉCEPTION DES TRAVAUX

7.1 La réception des travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande de l'entrepreneur, par le maître de l'ouvrage, avec ou sans réserves.

7.2 La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles autres que les garanties légales.

7.3 Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès-verbal de refus.

7.4 Immédiatement après leur achèvement, l'entreprise doit par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre moyen donnant date certaine, demander au maître d'ouvrage la levée des réserves et l'établissement d'un PV de levée de réserves.

À défaut de réponse dans les 15 jours suivants la réception la lettre recommandée avec avis de réception ou de tout autre moyen susvisé, les réserves sont réputées levées par le maître d'ouvrage.

7.5 Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître de l'ouvrage.

#### 8. PAIEMENTS

8.1 Sauf mention contraire dans les conditions particulières, il est demandé un acompte de 30 % du montant du devis à la commande et avant tout début d'exécution des travaux. L'entreprise pourra demander le paiement d'acomptes mensuels (situations de travaux) au prorata de l'avancement pour tous travaux d'une durée supérieure à 30 jours.

En fin de travaux, l'entreprise facturera le solde des travaux dans les conditions prévues à l'article 4.

8.2 Aucune retenue de garantie ne s'applique aux marchés de l'entreprise.

8.3 Les demandes de paiements et factures à compter de leur émission seront réglées à l'entreprise par virement bancaire sous 30 jours après leur réception. Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.

En cas de non-paiement à la date portée sur la facture, des pénalités de retard égales au taux de l'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage seront dues à l'entreprise.

8.4 Pour les seuls clients professionnels ressortissant aux dispositions de l'article L. 441-6 du Code de commerce, tout retard de paiement ouvre droit à l'égard du créancier à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs à ce montant, l'entreprise peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.5 En cas de non-paiement à échéance, l'entrepreneur pourra suspendre les travaux dans un délai de 15 jours, après mise en demeure préalable au maître de l'ouvrage restée infructueuse.

8.6 En cas de résiliation unilatérale du fait du maître de l'ouvrage avant le démarrage des travaux, et sauf cas de force majeure, le montant des acomptes versés sera conservé par l'entreprise à titre d'indemnisation, sans préjudice des frais supplémentaires qui pourraient être dus, sur justificatif, tels que coût des matériaux et matériels commandés ou fabriqués.

#### 9. GARANTIES DE PAIEMENT

9.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de l'ouvrage qu'il a exécuté jusqu'à l'entier paiement de la créance née du marché. Cette disposition ne fait obstacle à la prise de possession de l'ouvrage et ne modifie pas les obligations de l'entrepreneur telles que fixées aux articles 1788, 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

9.2 Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande, est supérieur à 12 000 euros, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement de la façon suivante :

a) Lorsqu'il recourt à un crédit destiné exclusivement et en totalité au paiement des travaux objet du marché, le maître de l'ouvrage fera le nécessaire pour que les versements, effectués par l'établissement prêteur, parviennent à l'entrepreneur aux échéances convenues dans le marché (2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil). Le maître de l'ouvrage adresse à l'entrepreneur copie du contrat attestant de la délivrance du prêt.

b) Lorsqu'il ne recourt pas à un crédit spécifique travaux, le maître de l'ouvrage (à l'exception des consommateurs) fournit, au plus tard à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la conclusion du marché, le cautionnement visé au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil).

Tant que le cautionnement ou l'attestation du crédit n'est pas fourni, l'entrepreneur ne commencera pas les travaux. Le délai d'exécution est prolongé en conséquence, si la date prévue pour le début des travaux est antérieure à celle de la fourniture du cautionnement ou de l'attestation du prêt.

#### 10. GARANTIES

##### 10.1 Garanties légales des constructeurs

L'entreprise est tenue à la garantie légale de parfait achèvement, à la garantie de bon fonctionnement et la garantie décennale conformément aux articles 1792 et suivants du Code civil.

##### 10.2 Garanties (uniquement en cas de contrat de vente de biens)

Lorsqu'il agit en garantie légale de conformité ou en garanties des vices cachés, le consommateur bénéficie des dispositions des articles L 217-4 à L 271-16 du Code de la consommation et 1641 et 1648 du Code civil.

Les pièces détachées indispensables à l'utilisation des biens sont disponibles à l'identique pendant une durée de cinq ans à compter de la mise sur le marché de pièces détachées pour une certaine catégorie d'équipements électroniques et électriques.

#### 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

11.1 Les études, devis, plans et documents de toute nature remis ou envoyés par l'entreprise restent toujours son entière propriété : ils doivent être rendus sur sa demande.

11.2 Ils ne peuvent être communiqués, ni reproduits, ni exécutés par un tiers, sans autorisation écrite de l'entreprise.

#### 12. FORCE MAJEURE

Les parties ne pourront être tenues pour responsables si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une quelconque de leurs obligations, telles que décrites dans les présentes découle d'un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil.

La partie constatant l'événement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité à exécuter sa prestation et s'en justifier auprès de celle-ci. La suspension des obligations ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. À cet effet, la partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire.

Pendant cette suspension, les parties conviennent que les frais engendrés par la situation seront à la charge du client.

#### 13. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

13.1 L'entreprise traite les données personnelles conformément au règlement général sur la protection des données en vigueur depuis le 25 mai 2018. L'accès aux données personnelles est strictement limité aux employés et préposés de l'entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions et elles sont conservées au sein de l'entreprise et / ou sur des serveurs informatiques situés dans l'Union Européenne. Les informations personnelles collectées sont uniquement celles strictement nécessaires à l'exécution du contrat, à l'accomplissement par l'entreprise de ses obligations légales et réglementaires ou encore à l'exercice des prérogatives lui étant légalement reconnues. Elles ne sont conservées que le temps nécessaire à ces objectifs.

13.2 Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, le client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

13.3 Le client peut, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer ses droits en contactant (tnt-paca@baou.fr)

#### 14. CONTESTATIONS

14.1 Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

14.2 Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du Code de la consommation, le maître de l'ouvrage, consommateur personne physique, peut, après échec de la procédure prévue à l'alinéa ci-dessus, recourir à la médiation de la consommation en s'adressant :

BATIRMEDIATION CONSO, 834 chemin de Fontanieu 83200 LE REVEST LES EAUX

ou par dépôt en ligne de son dossier sur le site : [www.batirmediation-conso.fr](http://www.batirmediation-conso.fr)

14.3 En cas de litige avec un maître de l'ouvrage consommateur, les litiges seront portés devant le tribunal du lieu d'exécution des travaux ou du domicile du maître de l'ouvrage. En cas de litige avec un maître de l'ouvrage professionnel, les litiges sont portés devant le Tribunal de Commerce de TOULON.

« TNT PACA » est le nom commercial de la Société BAOU

SAS au capital de 50.000 Euros • RCS TOULON 441 322 385 • APE 4322B

ZI TOULON-EST • 39 RUE MARCELLIN BERTHELOT • BP 70115 LA GARDE • 83079 TOULON CEDEX 9

04 94 94 39 94 [tnt-paca@baou.fr](mailto:tnt-paca@baou.fr) N°TVA FR 05 441 322 385



Publié le : 24/07/2025 17:08 (Europe/Paris)  
Collectivité : Ollioules

[https://www.intramuros.org/ollioules/documents\\_administratifs/36447](https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/36447)

ASSURANCE PROFESSIONNELLE : L'AUXILIAIRE, 50 COURS FRANKLIN ROOSEVELT 69006 LYON

Certificat n° 82221

